

sont dupes au point qu'on n'a qu'à leur promettre quelque chose et à sembler leur réserver une surprise agréable pour qu'elles fassent tout pour vous. Ils croient que les femmes feront tout ce qu'ils voudront. Les femmes sont fatiguées de faire tout pour le gouvernement. Elles songent à mordre la main qui leur est tendue à moins qu'elle contienne quelque chose de plus que des promesses oiseuses.

Pendant des semaines, des femmes d'un bout à l'autre du pays ont afflué dans les bureaux des députés avec la requête qu'un ministre soit désigné et qu'un ministère soit créé pour donner suite à ces recommandations. Elles sont fatiguées de se faire dire que les affaires des femmes occupent un rang élevé dans les priorités alors que rien n'est fait à leur sujet. Dans son discours il y a un mois, le premier ministre déclarait:

Un certain état d'esprit est à l'origine de presque tous les obstacles que doivent surmonter les femmes au Canada. Mais il ne suffit pas de modifier cette façon de penser pour remédier à la discrimination et assurer des occasions d'emploi. Des lois devront être modifiées si nous voulons faire disparaître les anomalies et les contradictions qui se sont infiltrées dans notre droit coutumier, depuis l'époque où les femmes étaient considérées par la loi comme des biens meubles, considérées virtuellement comme la propriété de leurs maris.

Le premier ministre ne va pas plus loin. Il ajoute qu'il nomme des gens comme membres d'un comité ministériel et ainsi de suite. Mais il n'a nullement été question depuis qu'un ministre ait été chargé de cette importante question. Ce n'est pas la première fois que cela se produit. Des années durant, les consommateurs canadiens ont exhorté le gouvernement à créer un ministère de la Consommation. Ils durent se contenter pendant des années de beaux sourires et d'espérances à ce sujet. Il y a quelques années, les consommatrices canadiennes ont fait une campagne de boycottage d'un océan à l'autre. Le moment était venu, disaient-elles, de désigner un ministre et de créer un ministère de la Consommation. Si les gouvernements restent inactifs, il se pourrait bien que ces femmes répètent leur geste de protestation à une grande échelle pour demander la mise en œuvre de ces recommandations.

Il est fort bien d'applaudir de bonne grâce lorsque ce sujet est mentionné. Les femmes sont toutefois lasses et dégoûtées des sourires tolérants et des airs condescendants qu'arborent les ministériels. Il est temps qu'on désigne un ministre qui voie à ce que les recommandations deviennent loi. Les lois pertinentes devraient relever de la compétence fédérale. Il faudrait aussi agir au niveau provincial et les deux niveaux de gouvernement devront travailler de concert. Les femmes n'ont pas l'intention de continuer le jeu. Le plus tôt le gouvernement le reconnaîtra, le mieux ce sera. Après tout, le gouvernement n'a qu'à compter les têtes. La moitié des votants du pays sont des femmes. Elles feront sentir ce qu'elles veulent de façon non équivoque. Elles ne veulent pas que tout le travail que la Commission royale a accompli se perde ou soit jeté aux oubliettes. Le gouvernement doit être très sérieux quant à la désignation d'un ministre qui verrait à la mise en œuvre des recommandations que renferme le rapport sur la situation de la femme. Je l'engage à procéder sans retard.

Je regrette beaucoup que le premier ministre n'ait pu trouver le temps d'assister à notre important débat de ce

[M^{me} MacInnis.]

soir. A mon avis, il devrait soustraire un peu plus à sa vie privée, même à l'heure actuelle, pour s'occuper de toutes ces questions d'importance pour la population canadienne. La question débattue ce soir est grave. Je demande au premier ministre suppléant d'assurer à la Chambre qu'un ministre d'État consacrerait son temps à la mise en œuvre des recommandations du rapport sur la situation de la femme. En fait, je lance un défi au ministre, car les Canadiennes seraient beaucoup plus rassurées si on leur annonçait d'ici des mesures concrètes au lieu de leur rendre hommage tout en se gardant bien d'agir.

M. Bigg: Monsieur le président, nous sommes saisis d'un autre bill omnibus. Je ne passerai pas beaucoup de temps à le critiquer parce que je voudrais apporter une contribution positive. Je suis contre la prolifération des emplois dans le gouvernement. Nous avons glissé trop loin, je pense, dans une situation où le gouvernement dirige toutes nos affaires. Toutefois, s'il faut qu'il en soit ainsi, je dis: Pour l'amour du Ciel, qu'on les conduise de façon un peu plus ordonnée afin que nous sachions où nous allons.

S'il faut avoir cinq autres ministres et autant de secrétaires parlementaires, il faudrait que leur rendement soit meilleur que celui des ministres actuels. Nous voulons des ministres qui soient comptables au Parlement et qui répondent aux questions que nous posons. Nous voulons des ministres qui, au bon moment, sachent faire valoir leurs idées au gouvernement qui n'est pas toujours sensible aux idées d'autrui. Même si le libellé du bill pourrait laisser entendre que plus de ministres signifierait plus d'idées créatrices, à moins qu'un grand changement d'attitude se produise, nous aurons tout simplement plus de serviteurs et le même nombre d'idées bornées provenant d'une source fort limitée.

J'aimerais savoir pourquoi on crée de plus en plus de bureaux régionaux. On en établit dans tout le pays de telle sorte que la population ne consulte plus ses députés. Ce n'est un secret pour personne que lors de la construction d'un immeuble public ou de l'inauguration d'un bureau de poste, souventes fois, le député qui devrait être le premier informé est le dernier. Lors de l'inauguration d'un immeuble, pourquoi devrait-on demander au député intéressé de se tenir au dernier rang au cours de la cérémonie? Cela ne devrait certainement pas être nécessaire.

Si ces modifications ont pour but l'avènement d'un gouvernement de participation, l'élu du peuple devrait avoir beaucoup plus d'importance qu'on lui en reconnaît actuellement. Je crois que nous avons bien gagné cette reconnaissance. Pour la plupart, nous avons suivi la filière démocratique pour être élus. Nombre de personnes dans ma circonscription et dans les régions voisines veulent savoir pourquoi, dans ce Parlement dont leur député fait partie, on le laisse discrètement de côté en maintes occasions. Cela me chagrine depuis un certain nombre d'années et je veux attirer là-dessus l'attention du gouvernement.

J'aurais cru que les honorables vis-à-vis useraient du pouvoir qu'ils ont encore pour exercer des pressions et s'assurer que leurs propres idées soient exposées. S'ils